

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/201806]

**24 MARS 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif au fonctionnement du Conseil de stratégie et de prospective**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 29 septembre 2011 tel que modifié par le décret du 3 décembre 2015 relatif à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, notamment l'article 5;

Sur proposition du Ministre de la Santé et de l'Action sociale,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définition*

Article 1^{er}. Pour l'application des dispositions du présent arrêté, l'on entend par :

1^o Agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles;

2^o Code : Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 29 septembre 2011 tel que modifié par le décret du 3 décembre 2015 relatif à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles;

3^o collège : le collège central de stratégie et de prospective;

4^o expert : un des experts nommés par le Gouvernement, tel que visé à l'article 5/2 du Code;

5^o membre : un des membres du collège, tels que visés à l'article 3;

6^o Ministre : le Ministre de l'Action sociale et la Santé;

7^o rapporteur : personne désignée au sein d'un groupe de travail pour rédiger un rapport;

8^o observatoire : service intégré à l'administration de l'Agence chargé spécifiquement de l'appui au Conseil de stratégie et de prospective en matière de recherche et prospective;

9^o groupe de travail : regroupement d'experts autour d'une thématique déterminée dans le but d'élaborer des avis.

CHAPITRE II. — *Des organes et des fonctions du Conseil de stratégie et de prospective*

Art. 2. Le Conseil de stratégie et de prospective est composé d'un collège et de groupes d'experts.

Il s'appuie sur un secrétariat et sur un observatoire des politiques visées à l'article 2/2 du Code.

CHAPITRE III. — *Des experts et des membres*

Art. 3. § 1^{er}. Sur proposition du collège, le Gouvernement nomme au maximum 180 experts de référence parmi les représentants visés à l'article 5/2 du Code, en raison de leurs compétences particulières en rapport avec la mission du Conseil de stratégie et de prospective.

Ils sont nommés sur une liste d'experts.

Dans ce but, un appel aux candidatures est publié au *Moniteur belge* par le Ministre. Les candidats doivent disposer de connaissances spécifiques ainsi que d'une expérience particulière dans une ou plusieurs des disciplines en rapport avec les compétences de l'Agence.

Parmi les candidatures introduites auprès du Ministre, le collège retient par vote une sélection de maximum 180 experts sur base de leur expertise, la répartition de celle-ci entre les différents domaines de l'Agence, leur intégrité, leur motivation, leur disponibilité.

Le collège propose au Gouvernement la liste des 180 experts à nommer. Le Gouvernement arrête la liste. Le collège veille à ce que la répartition des candidats se fasse de la façon la plus équilibrée possible entre les différents représentants visés à l'article 5/2 du Code et les différents domaines de l'Agence, parmi les thématiques suivantes :

- la prévention, promotion et surveillance de santé;
- les soins ambulatoires et de première ligne;
- l'accueil et les soins de santé mentale;
- l'accueil et les soins aux personnes âgées;
- les soins hospitaliers;
- l'hébergement des personnes handicapées;
- l'aide aux personnes handicapées;
- l'emploi et la formation des personnes en perte d'autonomie;
- l'assurance autonomie;
- les allocations familiales et l'aide aux familles.

§ 2. Leur mandat a une durée de six ans et est renouvelable.

Lorsqu'un expert ne peut, pour une raison quelconque, achever son mandat, il peut être remplacé pour la durée du mandat qui reste à courir. L'expert qui le remplace est nommé aux mêmes conditions que l'expert qu'il remplace.

Art. 4. Le collège est composé conformément à l'article 5/1 du Code de vingt-sept membres effectifs et de vingt-sept membres suppléants, dont douze effectifs et douze suppléants sont nommés par le Gouvernement parmi les experts visés à l'article 3.

Dans ce but, le collège lance un appel aux candidats parmi les experts nommés par le Gouvernement.

Parmi les candidatures introduites, le Gouvernement retient une sélection de douze candidats-membres effectifs et suppléants, sur base de leur expertise, leur motivation, la répartition de celle-ci entre les différents domaines couverts par l'Agence et leur disponibilité.

Dans ce contexte, le Gouvernement veille correctement à ce que la répartition des candidats se fasse de la façon la plus équilibrée possible quant au profil correspondant aux différents domaines de l'Agence.

Suite à la désignation des membres du collège, la liste d'experts est complétée afin de remplacer les membres désignés auprès du collège.

CHAPITRE IV. — *Du fonctionnement du Conseil*

Art. 5. Le Conseil exerce ces missions conformément aux articles 5/4 et 5/5 du Code.

Art. 6. Les rapports, recommandations et avis du Conseil, dûment approuvés en séance plénière, sont notifiés au Ministre conformément à l'article 5/4 du Code. Ces rapports, recommandations et avis sont rendus publics par le Conseil sauf décision contraire dûment motivée du Conseil ou du Ministre dans les quatre semaines suivant leur notification.

Les avis relatifs à des textes en discussion au Gouvernement ou au Parlement wallon ne sont publiés qu'après l'adoption officielle de ces textes ou sur accord du Ministre.

Le Conseil peut aussi à tout moment établir des rapports spécifiques sur des questions déterminées.

Art. 7. § 1^{er}. Le collège ne peut valablement délibérer que si deux tiers de ses membres sont présents. Ses décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas de parité, la voix du président ou de celui qui le remplace en séance est prépondérante.

Si les deux tiers des membres tels que visés à l'alinéa 1^{er}, ne sont pas présents à la première réunion, une seconde réunion peut être convoquée sous huitaine avec les mêmes points à l'ordre du jour et le collège pourra délibérer et conclure valablement, quel que soit le nombre de membres présents.

§ 2. Le collège peut convoquer des groupes d'experts sur base de leur expertise relative à la demande, de leur intégrité, leur motivation, leur disponibilité. Il les convoque en tous cas si une demande d'avis sur des matières spécifiques est introduite par le Ministre qui a une des compétences de l'agence dans ses attributions.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, un groupe d'experts est chargé de remettre un avis, à la demande du Gouvernement, sur les avant-projets de décret et d'arrêté ayant une portée réglementaire portant à la fois sur les missions visées à l'article 2/2 du Code et l'une des compétences régionales, en ce compris les compétences exercées par la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution. Ce groupe d'experts est composé de représentants des personnes handicapées et de représentants du secteur concerné par l'avant-projet de décret ou d'arrêté soumis à avis qui sont désignés sur base de leur expertise.

§ 4. Le collège établit son règlement d'ordre intérieur ainsi que celui commun au groupe d'experts qui est validé par le Conseil général. Il prévoit notamment les délais dans lesquels sont rendus les avis ainsi qu'une procédure d'urgence.

CHAPITRE V. — *Du secrétariat*

Art. 8. Le Conseil est secondé par un secrétariat.

Les secrétaires attachés au secrétariat préparent les dossiers. Ils participent aux travaux du collège, lorsqu'ils y sont appelés.

CHAPITRE VI. — *Déontologie*

Art. 9. Aucun membre du collège, expert ou personne invitée, ne peut bénéficier à ce titre d'une rémunération.

Art. 10. Au moment de leur candidature, les candidats membres du collège et experts du Conseil précise dans leur CV, un relevé de leurs intérêts en lien avec leurs tâches pour le Conseil. Ils sont tenus à chaque moment de signaler spontanément toutes les modifications à ce sujet afin de déterminer les éventuels conflits d'intérêt. Le règlement d'ordre intérieur prévoit les règles en la matière.

Art. 11. Les membres du collège, les experts, les personnes invitées et le secrétariat traitent de manière confidentielle tous les renseignements dont ils auraient connaissance dans le cadre de l'exercice de leur mission.

Cette disposition vaut même pour le contenu des avis et des recommandations qui ont été publiés.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 12. Par dérogation aux articles 3 et 4, lors de la première désignation de la liste d'experts et de membres du collège, le Ministre lance un appel à candidature au *Moniteur belge* et le Gouvernement désigne les membres et la liste d'experts sans l'intervention du collège.

Art. 13. Le Ministre de la Santé et de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 mars 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/201806]

24 MAART 2016. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de werking van de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid van 29 september 2011, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015 betreffende het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), inzonderheid op artikel 5;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid en Sociale Actie,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van de bepalingen van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Agentschap : het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen);

2° Wetboek : het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid van 29 september 2011, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015 betreffende het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen);

3° college : het Centraal college inzake strategie en prospectief onderzoek;

4° deskundige : één van de deskundigen benoemd door de Regering, zoals bedoeld in artikel 5/2 van het Wetboek;

5° lid : één van de leden van het college zoals bedoeld in artikel 3;

6° Minister : de Minister van Sociale Actie en Gezondheid;

7° verslaggever : persoon aangewezen binnen een werkgroep om een verslag op te stellen;

8° waarnemingscentrum : dienst opgenomen in de administratie van het Agentschap die specifiek belast is met de steun aan de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek wat betreft het opzoeken en het prospectief onderzoek;

9° werkgroep : hergroepering van deskundigen rond een bepaalde thematiek om adviezen op te stellen.

HOOFDSTUK II. — *Organen en functies van de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek*

Art. 2. De Raad inzake strategie en prospectief onderzoek is samengesteld uit een college en uit groepen van deskundigen.

Hij steunt op een secretariaat en op een centrum voor de waarneming van de beleidslijnen bedoeld in artikel 2/2 van het Wetboek.

HOOFDSTUK III. — *Deskundigen en leden*

Art. 3. § 1. Op de voordracht van het college, benoemt de Regering maximum 180 referentiedeskundigen onder de vertegenwoordigers bedoeld in artikel 5/2 van het Wetboek, wegens hun bijzondere bevoegdheden i.v.m. de opdracht van de Raad inzake strategie en prospectief onderzoek.

Ze worden benoemd op een lijst van deskundigen.

Daartoe wordt door de Minister een oproep tot de kandidaten bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. De kandidaten moeten over een specifieke kennis beschikken en over een bijzondere ervaring in één of meerdere vakken i.v.m. de bevoegdheden van het Agentschap.

Uit de bij de Minister ingediende kandidaturen weerhoudt het College, door stemming, een selectie van maximum 180 deskundigen, op basis van hun deskundigheid, de spreiding ervan over de verschillende domeinen van het Agentschap, hun integriteit, hun motivatie, hun beschikbaarheid.

Het college stelt de lijst met de 180 te benoemen deskundigen aan de Regering voor. De Regering bepaalt de lijst. Het College zorgt voor een zo evenwichtig mogelijke verdeling van de kandidaten tussen de verschillende vertegenwoordigers bedoeld in artikel 5/2 van het Wetboek en de verschillende gebieden van het Agentschap, onder de volgende thematieken :

- de preventie, bevordering en toezicht van de gezondheid;
- de ambulante zorgen en de eerste zorglijn;
- de opvang en de geestelijke gezondheidszorgverlening;
- de opvang en de bejaardenzorg;
- de ziekenhuiszorg;
- de huisvesting van de gehandicapte personen;
- de hulp aan de gehandicapte persoon;
- de tewerkstelling en de opleiding van de personen die hun zelfredzaamheid verliezen;
- de autonomieverzekering;
- de kinderbijslag en de gezinshulp.

§ 2. Hun mandaat duurt zes jaar en is hernieuwbaar.

Wanneer een deskundige, om welke reden dan ook, zijn mandaat niet kan beëindigen, kan hij worden vervangen voor de duur die het mandaat nog loopt. De deskundige die hem vervangt wordt benoemd onder dezelfde voorwaarden als de deskundige die hij vervangt.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 5/1 van het Wetboek bestaat het college uit zevenentwintig gewone leden en zevenentwintig plaatsvervangende leden, waaronder twaalf gewone leden en twaalf plaatsvervangers door de Regering worden benoemd onder de deskundigen bedoeld in artikel 3.

Daartoe verricht het college een oproep tot kandidaten tussen de door de Regering benoemde experts.

Uit de ingediende kandidaturen weerhoudt de Regering een selectie van twaalf kandidaat-gewone en plaatsvervangende leden, op basis van hun deskundigheid, hun motivatie, de spreiding ervan over de verschillende domeinen gedekt door het Agentschap en hun beschikbaarheid.

Daarbij houdt de Regering terdege rekening met een zo evenwichtig mogelijke verdeling van de kandidaten op het vlak van het profiel dat overeenstemt met de verschillende gebieden van het Agentschap.

Ten gevolge van de aanwijzing van het college wordt de lijst van deskundigen aangevuld om de leden aangewezen bij het college te vervangen.

HOOFDSTUK IV. — *Werking van de Raad*

Art. 5. De Raad oefent zijn opdrachten uit overeenkomstig de artikelen 5/4 en 5/5 van het Wetboek.

Art. 6. De verslagen, aanbevelingen en adviezen van de Raad, behoorlijk goedgekeurd in plenaire zitting, worden meegedeeld aan de Minister overeenkomstig artikel 5/4 van het Wetboek. Deze verslagen, aanbevelingen en adviezen worden bekendgemaakt door de Raad, behoudens behoorlijk gemotiveerde andersluidende beslissing van de Raad of de Minister binnen vier weken na hun mededeling.

De adviezen i.v.m. teksten voorgelegd ter bespreking aan de Regering of het Waals Parlement worden pas bekendgemaakt na de officiële aanneming van deze teksten of na instemming van de Minister.

De Raad kan ook op elk ogenblik specifieke verslagen opstellen over bepaalde vraagstukken.

Art. 7. § 1. Het College kan slechts op geldige wijze beraadslagen als twee derden van zijn leden aanwezig zijn. Zijn beslissingen worden genomen bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of van degene die hem ter zitting vervangt beslissend.

Indien twee derden van de leden zoals bedoeld in paragraaf 2, niet aanwezig zijn op de eerste vergadering, kan een tweede vergadering binnen een week met dezelfde punten op de agenda worden bijeengeroepen en het College zal geldig kunnen beraadslagen en besluiten, ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 2. Het college kan groepen van deskundigen bijeenroepen op basis van hun deskundigheid betreffende de aanvraag, hun integriteit, hun beschikbaarheid. Hij gaat ze in elk geval bijeenroepen als een adviesaanvraag over specifieke aangelegenheden wordt ingediend door de Minister die bevoegd is voor één van de bevoegdheden van het agentschap.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2, wordt een groep van deskundigen ermee belast om een advies uit te brengen, op verzoek van de Regering, over de voorontwerpen van decreten en besluiten met een reglementair bereik die tegelijkertijd betrekking hebben op de opdrachten bedoeld in artikel 2/2 van het Wetboek en één van de regionale bevoegdheden, met inbegrip van de bevoegdheden uitgeoefend door het Waalse Gewest krachtens artikel 138 van de Grondwet. Deze groep van deskundigen bestaat uit vertegenwoordigers van de gehandicapte personen en uit vertegenwoordigers van de sector betrokken bij het voorontwerp van decreet of besluit dat een advies behoeft en die worden aangewezen op basis van hun deskundigheid.

§ 4. Het college stelt zijn huishoudelijk reglement op alsook het huishoudelijk reglement gemeen aan de groep van deskundigen dat door de Algemene raad wordt gevalideerd. Hij voorziet o.a. de termijnen waarbinnen de adviezen worden uitgebracht alsook een spoedprocedure.

HOOFDSTUK V. — *Secretariaat*

Art. 8. De Raad wordt bijgestaan door een secretariaat.

De aan het Secretariaat verbonden secretarissen bereiden de dossiers voor. Zij nemen deel aan de werkzaamheden van het College indien ze daartoe opgeroepen worden.

HOOFDSTUK VI. — *Gedragscode*

Art. 9. Geen enkel lid van het College, deskundige of uitgenodigd persoon kan uit dien hoofde een bezoldiging genieten.

Art. 10. Bij hun kandidatuurstelling geven de kandidaat-leden van het college en de deskundigen van de Raad in hun CV een overzicht weer van hun belangen in relatie tot hun taken voor de Raad. Zij zijn gehouden spontaan alle veranderingen daaromtrent op elk ogenblik mede te delen om de eventuele belangenconflicten te bepalen. Het huishoudelijk reglement voorziet de regels ter zake.

Art. 11. De leden van het College, de deskundigen, de uitgenodigde personen en het secretariaat behandelen alle inlichtingen waarvan ze naar aanleiding van hun opdracht kennis zouden krijgen, vertrouwelijk.

Deze bepaling geldt zelfs voor de inhoud van adviezen en aanbevelingen die gepubliceerd zijn.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 12. In afwijking van de artikelen 3 en 4, bij de eerste aanwijzing van de lijst van deskundigen en leden van het college, doet de Minister een kandidatenoproep in het *Belgisch Staatsblad* en de Regering wijst de leden en de lijst van deskundigen aan zonder tussenkomst van het college.

Art. 13. De Minister van Gezondheid en Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 maart 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT